



**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**C.C.A.P. N°25026 du 11/08/2025**

CNRS - Délégation Ile de France Gif sur Yvette  
Pôle Achats  
Avenue de la Terrasse  
91190 Gif sur Yvette

**Objet de la procédure :**

Travaux liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien dans le domaine des menuiseries extérieures, menuiseries intérieures et serrurerie pour les unités de recherche ou de service du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif sur Yvette.

Pouvoir adjudicateur : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Délégation Ile de France Gif sur Yvette- avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette (Siret : 180089013-00635).

Bénéficiaire : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - Délégation Ile de France Gif sur Yvette - avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette.

## Table des matières

1.	LEXIQUE .....	5
2.	OBJET DU MARCHE.....	6
3.	MODE DE PASSATION.....	6
3.1.	Forme de l'accord-cadre .....	6
3.2.	Régime juridique .....	7
4.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE – ORDRE DE PRIORITE .....	7
4.1.	Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	7
4.2.	Pièces constitutives des marchés subséquents notifiés .....	7
5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	8
6.	CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	8
6.1.	Obligation de confidentialité.....	8
6.2.	Protection des données à caractère personnel .....	9
7.	ASSURANCES .....	10
8.	VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE .....	11
9.	PRIX.....	11
9.1.	Nature du prix.....	11
9.2.	Contenu du prix.....	11
9.3.	Modalités de révision de prix .....	11
9.4.	Evolutivité du bordereau de prix unitaires.....	13
9.5.	Dispositions financières diverses .....	13
9.6.	Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	13
10.	MODALITES DE PAIEMENT .....	13
10.1.	Avance .....	13
10.2.	Règlement des factures.....	14
10.3.	Délais de paiement.....	15
10.4.	Intérêts moratoires .....	16
11.	SOUS-TRAITANCE.....	16
11.1.	Dispositions générales.....	16
11.2.	Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement .....	16
11.3.	Conditions de paiement direct du sous-traitant .....	17
11.4.	Obligations du titulaire.....	18
12.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....	18
12.1.	Réunions .....	18

12.2.	Modalités des échanges .....	19
12.3.	Les intervenants de l'accord-cadre .....	20
12.4.	Responsabilité de la fourniture .....	20
12.5.	Processus lors de la survenance d'un besoin de travaux conformément à l'article 8.4 du CCTP (y compris les marchés subséquents) .....	20
12.6.	Lieu d'exécution .....	23
12.7.	Identification du personnel sur le chantier .....	23
12.8.	Locaux accessibles au public .....	23
12.9.	Signalisation du chantier .....	24
12.10.	Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier.....	24
12.11.	Nuisances.....	24
12.12.	Organisation pour le nettoyage du site et l'évacuation des déchets.....	25
12.13.	Fin du chantier.....	25
12.14.	Garantie d'approvisionnement .....	26
12.15.	Bilans annuels : .....	27
12.16.	Clause de réexamen : .....	27
13.	DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	27
13.1	Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi .....	27
13.2	Les publics visés.....	28
13.3	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion.....	29
13.4	Modalités d'exécution de l'action d'insertion.....	29
13.5	Le contrôle de l'action d'insertion.....	30
13.6	Sous-traitance.....	30
13.7	Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion .....	30
13.8	. Respect de la réglementation RGPD .....	31
13.9	Difficultés éventuelles de réalisation .....	32
14	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	32
15	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	33
15.1	Délai de réception des travaux.....	33
15.2	Modalités de la réception des travaux.....	33
15.3	Décision .....	34
16	MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXECUTION .....	34
16.1	Modifications techniques mineures.....	34
16.2	Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre .....	34
16.3	Modifications mineures.....	34

16.4	Modifications majeures.....	34
17	PENALITES.....	35
18	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	38
19	PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE.....	39
19.1	Obligations de conseil .....	39
19.2	Obligation du titulaire .....	39
19.3	Réparation des dommages :.....	40
19.4	Respect des dispositions du code du travail .....	40
19.5	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	40
19.6	Documents à fournir en cours d'exécution.....	41
20	CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE .....	41
20.1	Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR) .....	41
20.2	Mesures de sécurité .....	41
20.3	Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants .....	42
20.4	Mesures de portée générale .....	43
21	RESPONSABILITE ET GARANTIE .....	44
21.1	Responsabilité .....	44
21.2	Garantie.....	45
22	GARANTIES FINANCIERES .....	45
23	STIPULATION PARTICULIERE.....	45
24	PROCEDURE EN CAS DE LITIGE .....	45
24.1	Règlement amiable.....	45
24.2	Procédure contentieuse .....	45
25	REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DES BIENS.....	46
26	DISPOSITIONS DIVERSES.....	46
26.1	Cession de l'accord-cadre.....	46
26.2	Droit applicable .....	46
26.3	Protection des données à caractère personnel .....	46
26.4	Cession de créance et nantissement.....	48
26.5	Mauvaise interprétation de l'accord-cadre.....	48
27	Dérogations au CCAG/TRAVAUX .....	49

## 1. LEXIQUE

« **CNRS** »: désigne le Centre National de la Recherche Scientifique

« **SFAC** » = désigne le Service Finance achats et comptable de la délégation Ile de France Gif sur Yvette

« **STL** » = désigne le Service Technique et Logistique de la délégation Ile de France Gif sur Yvette

« **Service prescripteur** » : désigne le destinataire de l'achat, aussi bien le service technique et logistique que les campus et bâtiments du CNRS de la délégation IDF Gif-sur-Yvette

« **Prestations** » : désigne l'objet de l'accord-cadre, les travaux à effectuer.

« **DR4** » = désigne la Délégation Ile de France Gif sur Yvette

« **CCAG/travaux** » = désigne le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux

« **MEIF** » = désigne la Maison de l'Emploi, de l'insertion et de la formation

« **BPU** » = désigne le bordereau de prix unitaire

« **CCAP** » = désigne le Cahier des charges administratives particulières

« **CCTP** » = désigne le cahier des charges techniques particulières

« **PRM** »: désigne la Personne Responsable des Marchés

« **AR** »: désigne l'accusé de réception

« **AC** » : désigne l'accord-cadre

## 2. OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien dans le domaine des menuiseries extérieures, menuiseries intérieures et serrurerie pour les unités de recherche ou de service du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif sur Yvette.

Sont concernés pour le présent accord cadre, les prestations suivantes :

1. Urgences sous 4h (en dehors des jours ouvrés et pendant les jours ouvrés détail article 19 du CCTP) pour des désordres impactant les personnes ou les biens (immobiliers, process scientifiques) ; à mettre en sécurité des installations du domaine couvert par le marché mettant en danger les personnels ou les biens (pas de réparation).
2. Exécution sous 2 semaines maximum en jours ouvrés en lien avec des priorités dues à des exigences politiques et/ou scientifiques et/ou d'impératifs de planification technique et budgétaire.
3. Exécution programmée supérieure à 2 semaines en jours ouvrés en lien avec des impératifs scientifiques et/ou de planification technique et budgétaire.

A l'exception des interventions dans le cadre de travaux urgents de sécurité, l'Entreprise réalise habituellement ses prestations en jours ouvrés (du lundi au samedi), dans la plage horaire 8H00 à 18H00. La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figure dans le CCTP.

Le périmètre de l'accord cadre couvre l'ensemble des unités de la délégation Ile de France Gif sur Yvette implanté, à ce jour, sur 12 communes, voir détail à l'article 4 du CCTP.

A titre indicatif, les unités les plus consommatrices sur le précédent accord cadre étaient : le campus de Gif sur Yvette comprenant plusieurs unités, le campus du C2N à Palaiseau, les unités IJCLAB, LISN, IDRIS et l'IAS sur le campus d'Orsay / Université Paris-Saclay.

Les travaux sont référencés sous le code NACRES : **BE.02** « menuiserie, serrurerie » et sont présentées à l'article 2.1 du CCTP.

## 3. MODE DE PASSATION

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre mixte mono attributaire en application des articles L2125-1, R2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique, sans seuil minimum et avec un seuil maximum. Il s'agit du renouvellement du besoin.

Les prestations s'exécutent de la façon suivante :

- Soit au fur et à mesure du besoin par l'émission de bons de commande pour les prestations récurrentes référencées dans le BPU, lorsque l'accord cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et selon les conditions fixées aux articles R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique ;
- Soit par la conclusion de marchés subséquents, pour les prestations ponctuelles non référencées dans le BPU, lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles et conformément aux articles R2162-5 à R2162-9 du code de la commande publique.

### 3.2. Régime juridique

Le mode de passation est la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

Le présent accord cadre est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux travaux (CCAG travaux) 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1er avril 2021, sauf pour les stipulations auxquelles le présent CCAP déroge.

Bien que non matériellement joint à l'accord cadre, le CCAG/travaux est réputé être parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur. Le CCAG/travaux est consultable sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

## 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ – ORDRE DE PRIORITE

### 4.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives de l'accord cadre sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'Engagement (ATTRI1) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses annexes :
  - o N°1 : le bordereau de prix unitaire (BPU) dument complété, signé et daté dans la version résultant des dernières modifications éventuelles
  - o N°2 : relative à la clause sociale
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) N° 25026 du 11/08/2025
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG travaux) approuvé par arrêté du 01/04/2021.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe n°1 « Circonscription DR4 CNRS ».
- L'offre technique du titulaire constitué du cadre de réponse technique (CRT)

### 4.2. Pièces constitutives des marchés subséquents notifiés

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Pièces de l'accord cadre susmentionnées
- Les pièces constitutives du marché subséquent concerné :
  - o La demande de devis ;
  - o Les devis fournis par le titulaire.
  - o Le bon de commande valant marché subséquent

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent accord cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent accord cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Les documents listés ci-dessus sont conservés par le CNRS et font seule foi en cas de litiges ou de contestations.

Ces documents constituent l'intégralité de l'accord cadre et les obligations du CNRS et du Titulaire.

#### Notification :

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG travaux, la notification du marché consiste en la remise de l'original ou d'une copie (en cas de signature manuscrite), délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement signé par les deux parties. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plate-forme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat : PLACE.

Du fait de l'apposition de la signature de l'acheteur sur l'acte d'engagement, les pièces mentionnées au présent article 3 deviennent contractuelles.

#### Pièces à remettre au titulaire :

L'acheteur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord cadre. Une demande d'exemplaire unique pour cet accord-cadre ne pourra être réalisée que pour chaque bon de commande émis par les unités lors de la survenance du besoin.

## 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée globale de 48 mois.

L'accord cadre n'est pas reconductible.

En aucun cas la fin de l'accord cadre ne peut justifier l'interruption des prestations de l'exercice en cours : le Titulaire reste engagé jusqu'à la fin des travaux en cours. Tout bon de commande émis pendant la durée de l'accord cadre doit se voir exécuter.

L'accord cadre prend fin dès lors que le seuil maximum est atteint quel que soit la durée initiale de l'accord cadre.

## 6. CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### 6.1. Obligation de confidentialité

En complément de l'article 5 du CCAG travaux, les prestations, objet du présent accord cadre, procurent par nature au titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement interne des unités et services du CNRS, de ses partenaires industriels et commerciaux (fournisseurs) et de l'objet de ses recherches expérimentales.



L'engagement de confidentialité du Titulaire prend fin 10 ans après la date de signature du présent accord cadre. Le Titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée du marché et notamment en cas de résiliation.

## 6.2. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG travaux, chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où celles-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

Certaines données transmises par l'acheteur au titulaire en application du présent accord cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

L'acheteur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut-être résilié pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG travaux.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord cadre, conformément aux modalités exposées par l'accord cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de

traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables

## 7. ASSURANCES

L'article 8 du CCAG travaux s'applique. Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile à l'égard du représentant de l'acheteur, découlant des articles 1382 à 1384 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux en cours ou après sa réception.

En application de l'article 8.1.3 du CCAG/Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification de l'accord cadre, émanant de sa compagnie d'assurance.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire et justifier du paiement de ses primes afférentes aux assurances ainsi que celles de ses sous-traitants sur simple demande du maître d'ouvrage. Les justifications seront effectuées au moyen d'attestations originales, dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande des services de la délégation CNRS Ile De France Gif sur Yvette.

## 8. VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE

Les prestations confiées au titulaire seront exécutées en fonction du seuil maximum pour la durée globale de l'accord cadre soit 4 ans fixé à 2 000 000,00 € H.T. Conformément à l'article R2162-4/2, l'accord cadre est conclu sans seuil minimum.

Ce seuil correspond au montant maximum que le CNRS pourra commander sous la forme de :

- bon de commande émis à partir du BPU pour les interventions relatives à l'accord cadre,
- un marché subséquent composé d'un devis et d'un bon de commande pour les prestations non prévues dans le BPU et devenues nécessaires,

Ces travaux seront déclenchés par bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins par le CNRS. Le délai d'exécution sera indiqué sur chaque bon de commande.

Aucune indemnité ne sera versée au Titulaire si le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

A titre indicatif, la consommation moyenne, sur 4 ans, des prestations réalisées sur le précédent accord cadre est de 1 280 000€ HT.

## 9. PRIX

### 9.1. Nature du prix

Le présent accord cadre est conclu :

- à prix unitaire fixé dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour toutes les interventions prévues par l'accord cadre.
- à prix forfaitaire sur devis du titulaire pour les prestations nécessitant un marché subséquent.

### 9.2. Contenu du prix

Les prix indiqués dans le BPU incluent tous les frais liés à l'exécution des prestations de l'accord cadre y compris la main d'oeuvre sauf mentions contraires, les prestations décrites dans le CCTP et les autres documents contractuels de l'accord cadre.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG travaux, les prix du bordereau de prix unitaire et des marchés subséquents sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'assurance, le conditionnement, le stockage éventuel, le transport, ainsi que toutes les prestations prévues au CCTP et les fournitures nécessaires, sous la responsabilité et à la charge du titulaire.

Il est réputé comprendre, également, toutes charges correspondantes à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues dans les conditions de l'accord cadre.

Egalement, en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution de l'accord cadre ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

### 9.3. Modalités de révision de prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de l'accord cadre (date de notification).

#### 9.3.1. Mois d'établissement des prix

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (décembre 2025). Ce mois est appelé "Mois Zéro - Mo".

### 9.3.2. Modalités de mise en oeuvre :

Le titulaire transmet à l'acheteur le nouvel indice calculé selon la formule paramétrique de l'accord cadre au moins 30 jours ouvrables avant la date anniversaire de l'accord cadre pour acceptation par l'acheteur. Il y joint le tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués. Cet envoi est accompagné des attestations fiscales, sociales et assurances en cours de validité.

L'acheteur notifie au titulaire son accord pour l'application des nouveaux tarifs par courrier. Le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur le BPU de l'accord cadre actualisé des nouveaux tarifs.

En cas de retard de la demande du titulaire au-delà de 2 mois après la date anniversaire de l'accord cadre, la révision des prix est reportée à l'année suivante.

### 9.3.3. Variation dans les prix

En cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, il sera fait usage de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations. La modification du contrat sera alors formalisée entre le Titulaire et le CNRS.

Le prix du marché est révisé, à la hausse comme à la baisse, selon la formule de révision ci-dessous.

### 9.3.4. Formule de révision

Indices de référence :

- BT 18a menuiserie intérieure en bois Identifiant 001710962 INSEE - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710962>
- BT19b menuiserie extérieure en bois Identifiant 001710963 INSEE - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710963>
- BT42 : menuiserie en acier et serrurerie Identifiant 001710975 INSEE - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710975>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent par l'intermédiaire d'un avenant :

- d'adopter l'indice de remplacement
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Si une nouvelle série est mise à disposition sans modification de l'indice initialement prévu dans la formule, le titulaire et l'acheteur appliqueront celle-ci pour calculer la révision des prix sans établir d'avenant.

Formule paramétrique :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (0,35 \times \frac{BT\ 18a}{BTo\ 18a} + 0,35 \times \frac{BT\ 19b}{BTo\ 19b} + 0,30 \times \frac{BT42}{BTo42}))$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé hors TVA
- P<sub>0</sub> = Prix hors TVA en valeur du mois de réception des offres soit décembre 2025
- BT 18a = Dernier indice connu, lors du mois de la révision du prix prévu dans l'accord cadre.
- BTo 18a = Index publié, le mois de la remise des offres soit décembre 2025.

BT 19b	= Dernier index connu, lors du mois de la révision du prix prévu dans l'accord cadre.
BT <sub>0</sub> 19b	= Index publié, le mois de la remise des offres soit décembre 2025.
BT 42	= Dernier index connu, lors du mois de la révision du prix prévu dans l'accord cadre.
BT <sub>0</sub> 42	= Index publié, le mois de la remise des offres soit décembre 2025.

N.B : Après calcul, le coefficient de révision sera arrêté à la 4ème décimale. Celle-ci sera arrondie à l'unité supérieure si elle dépasse le chiffre 5.

#### 9.4. Evolutivité du bordereau de prix unitaires

Dans le cadre de cet accord-cadre, le bordereau de prix unitaires est évolutif si l'introduction de prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des travaux de rénovation, réaménagement et entretien des locaux de la délégation Ile de France Gif sur Yvette.

Celles-ci sont introduites dans le cadre de l'accord cadre par voie d'avenant après accord du CNRS sur la tarification des nouvelles prestations et leur date de prise d'effet.

Les échanges avec le titulaire pour la notification de l'avenant s'effectuent via la plateforme dématérialisée PLACE.

L'évolutivité du bordereau de prix ne doit pas dépasser 15 %, du nombre total de lignes du BPU initial.

#### 9.5. Dispositions financières diverses

La monnaie de référence de l'accord cadre est l'euro.

#### 9.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

## 10. MODALITES DE PAIEMENT

### 10.1. Avance

Conformément à l'article B.10.1 du CCAG travaux, une avance pourra être versée au titulaire sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement, dès lors que le montant du bon de commande émis ou chaque marché subséquent, est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution soit supérieur à deux mois, conformément aux articles R.2191-16 et R.2191-3 du code de la commande publique.

Son montant sera égal à 5% du montant toutes taxes comprises TTC du bon de commande.

Au titre du présent accord cadre, l'article R.2191-7 du code de la commande publique s'applique : « Lorsque le titulaire de l'accord cadre public, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal (5%) de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat ».

Elle sera versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire de l'accord cadre n'ait de démarches préalables à effectuer. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Pour toutes les commandes, le remboursement de l'avance est effectué sur le montant total de la demande de paiement qui correspond au montant de la prestation réalisée après service fait.

Le remboursement de l'avance s'effectue en totalité sur les sommes dues ultérieurement au titulaire conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

## 10.2. Règlement des factures

Par dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, l'exécution des travaux fait l'objet d'une demande de paiement émise par le titulaire. A l'issue des opérations de vérifications, le service prescripteur du CNRS prend la décision de réceptionner les travaux et autorise le paiement et l'émission de la pièce justificative (PV ...).

Le règlement des factures s'effectue par virement administratif après service fait, selon les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires, ou du bon de commande et rempli par le titulaire dans la version résultant des dernières modifications éventuelles.

Pour les marchés subséquents : la facturation au CNRS s'effectue en appliquant le prix du taux horaire par qualification et le coefficient pour l'achat de matériel au CNRS indiqué dans le bordereau de prix chapitre 21 (annexe 1 de l'acte d'engagement).

Le prix d'achat correspond au prix du tarif public du fournisseur diminué de la remise accordée au titulaire par le fournisseur. Le titulaire produira une copie de ses factures d'achat à l'appui du devis.

Si la facture n'est pas conforme aux conditions du présent document, elle est rejetée par le CNRS. Le titulaire de l'accord cadre renvoie une nouvelle facture conforme.

### Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°180089013 03720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : (laboratoire demandeur) : *exemple UMR9012, indiqué sur chaque bon de commande*
- Le numéro d'engagement juridique (numéro de l'accord cadre indiqué sur l'entête de l'acte d'engagement - ATTR11) notifié par le CNRS.

L'adresse de facturation à indiquer est :

**CNRS / SCD** (service central de la dépense)  
**TSA N° 31001**  
2 rue Jean Zay  
54519 VANDOEUVRE LES NANCY cedex

Les factures doivent comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la désignation du titulaire (nom, siret et adresse complète mentionnées lors de la notification de l'accord cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS),
- l'objet et le numéro de l'accord cadre CNRS,
- la mention CNRS et le nom et adresse de l'unité,
- le numéro de la commande CNRS
- le numéro et la date de la facture,
- la date de démarrage des travaux, la durée et la date de fin des travaux,
- le lieu d'exécution des travaux
- la dénomination, le prix unitaire et la quantité précise des travaux,
- le montant total HT,
- le taux et montant en vigueur de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro d'identification TVA intracommunautaire
- le taux de remise éventuelle selon le montant de la commande en référence au BPU (chapitre 21)
- pour les marchés subséquents, préciser le prix du taux horaire par qualification et le coefficient pour l'achat de matériel au CNRS en référence au BPU (chapitre 20).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

Monsieur le Délégué Régional CNRS Ile de France Gif sur Yvette.  
Avenue de la Terrasse - 91198 GIF SUR YVETTE Cedex

Le comptable assignataire de la dépense est :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation CNRS Ile de France Gif sur Yvette  
Avenue de la Terrasse - 91198 GIF SUR YVETTE Cedex

### En cas de groupement

L'article 10.7 du CCAG travaux est applicable.

En complément de l'article 10.7 du CCAG travaux, sur Chorus Pro, chaque membre du groupement doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire, désigné pour représenter les autres membres, prend connaissance des factures transmises par le ou les cotraitants.

Le cotraitant transmet sa demande de paiement dans Chorus Pro et doit identifier le mandataire.

Chorus Pro notifie au mandataire par courriel de la facture émise par le cotraitant pour validation.

En cas de refus de validation par le mandataire, le processus s'arrête et le cotraitant doit soumettre une nouvelle demande de paiement.

La facture n'est acheminée vers l'acheteur par le portail que si elle a été validée par le mandataire.

### 10.3 Délais de paiement

Par dérogation à l'article 12 du CCAG/TRAVAUX, la remise d'une demande de paiement intervient après la réception des travaux par le CNRS et accompagnée du procès-verbal de réception établi par l'unité ou service prescripteur.

L'établissement se libérera des sommes dues par virement au compte précisé à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément aux articles L.2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique, à compter de la date de

réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou à compter de la date d'exécution des prestations dudit accord cadre lorsqu'elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

#### 10.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et des articles R. 2192-10 à R. 2192-23 du code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

## 11. SOUS-TRAITANCE

### 11.1. Dispositions générales

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L.2193-3 à L.2193-7 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certains bon de commande à condition d'avoir obtenu préalablement de la part du CNRS l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis du CNRS.

### 11.2. Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaite, en cours d'exécution de l'accord-cadre, avoir recours à un ou des sous-traitant(s), remet à l'acheteur du CNRS (Délégation Ile de France Gif sur Yvette, SFAC/pôle achats, avenue de la Terrasse à 91190 Gif sur Yvette) :

- La déclaration du sous-traitant (DC4) dûment complétée et signée en original par le titulaire et par le sous-traitant, téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>



- La déclaration du candidat sous-traitant (DC2)
- Les attestations fiscales et sociales en cours de validité
- Les capacités et références professionnelles
- Les attestations d'assurances en responsabilité civile et décennale en cours de validité
- Un RIB avec entête de l'établissement bancaire,
- KBIS de moins de trois mois,

Cet agrément ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acceptation finale du sous-traitant par le CNRS et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Tout changement, pour quelque raison que ce soit, de l'un des sous-traitants, de la nature ou de la quantité du travail sous-traité, doit obtenir au préalable l'accord écrit du CNRS, sous la forme de notification de l'avenant spécial de sous-traitance concerné.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le CNRS peut refuser le sous-traitant proposé qui ne présenterait pas les capacités suffisantes pour l'exécution des prestations sous-traitées. Il peut également refuser la sous-traitance de toute opération de sous-traitance qui revête le caractère de « tâches essentielles de l'accord-cadre » au sens de l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

### 11.3. Conditions de paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant qui entend bénéficier du paiement direct adresse sa demande au titulaire sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose directement auprès de lui contre récépissé. Cette demande de paiement direct doit correspondre au solde des prestations ou travaux effectués ou à un acompte.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

A compter de l'accomplissement de cette formalité, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser la demande de paiement direct. Pour ce faire, il examine la demande et vérifie si elle correspond aux prestations qui ont effectivement été exécutées par le sous-traitant. Le titulaire peut accepter la totalité des pièces justificatives, une partie des pièces justificatives et en rejeter certaines ou bien rejeter l'ensemble de la demande.

Une fois sa décision prise, le titulaire la notifie au sous-traitant et à l'acheteur. En cas d'acceptation expresse, il joint à la facture adressée à l'acheteur ou son représentant une attestation et indique le montant des sommes à prélever au profit du sous-traitant.

Dans l'hypothèse où le titulaire oppose un refus de paiement direct au sous-traitant, il doit motiver sa décision auprès du sous-traitant et de l'acheteur.

L'acheteur n'a pas à apprécier la légalité du motif invoqué par le titulaire à l'appui de son refus. A l'issue du délai de 15 jours, le titulaire qui ne s'est pas manifesté est réputé avoir accepté la demande de paiement direct adressée par le sous-traitant.

En parallèle de la demande adressée au titulaire, le sous-traitant adresse sa demande à l'acheteur, qu'il accompagne des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

A la réception de cette demande, l'acheteur adresse alors à son tour, et sans délai, au titulaire de l'accord cadre une copie des factures produites par le sous-traitant. Il informe par la suite le titulaire du paiement direct du sous-traitant auquel il a procédé pour les prestations que ce dernier a exécutées.

Cette demande parallèle adressée à l'acheteur permet au sous-traitant de se prémunir contre l'éventuelle négligence du titulaire dans la transmission de la demande de paiement à l'acheteur et d'exiger de ce dernier le paiement des prestations qu'il a exécutées. Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord cadre n'a ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant dans le délai de 15 jours imparti suivant sa réception, ni transmis celle-ci à l'acheteur, le sous-traitant qui n'a pas transmis en parallèle sa demande de paiement à l'acheteur ne pourra prétendre au paiement direct et aucun intérêt moratoire ne pourra être réclamé<sup>85</sup>. Cette transmission parallèle permet en effet à l'acheteur de s'assurer que la demande de paiement a bien été adressée au titulaire et de connaître la date à compter de laquelle, sans manifestation de sa part, il doit procéder au paiement direct du sous-traitant.

#### 11.4. Obligations du titulaire

Le Titulaire demeure personnellement responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et il demeure le seul interlocuteur du CNRS. Il assume donc entièrement seul pendant la durée de l'accord-cadre, devant le CNRS comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée aux prestations pour lesquelles il est engagé. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance est agréée par le CNRS, le Titulaire doit :

- S'assurer que son sous-traitant dispose notamment des capacités techniques, professionnelles et financières ou de sécurité d'information ou de sécurité d'approvisionnement pour exécuter à bien les prestations que le Titulaire lui confie, aussi bien quantitativement que qualitativement ;
- S'engager à répercuter à son sous-traitant, au titre de son contrat de sous-traitance, l'ensemble des obligations contractuelles définies au présent accord-cadre, en particulier celles propres aux prestations qu'il exécutera.

L'autorisation de sous-traitance partielle ne libère pas le Titulaire de ses obligations contractuelles. Le Titulaire répond de tout manquement d'un de ses sous-traitants ou de tout autre intervenant de son fait ou du fait de ses sous-traitants.

## 12. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

### 12.1. Réunions

#### 12.1.1. Réunion de lancement avec le titulaire

Cette réunion intervient dans un délai maximum de 15 (quinze) jours calendaires suivant la notification de l'accord cadre. L'établissement de la date se fera d'un commun accord entre le STL et le Titulaire. La confirmation de la date au titulaire par le STL sera effectuée par voie électronique.

Sera présent également à cette réunion la MEIF (maison pour l'emploi) de Palaiseau, pour la mise en place des heures d'insertions, et l'initiation des prestations objet de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 12.2 du CCTP, la première visite d'inspection commune réalisée dans le but d'établir un plan de prévention annuel définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir les risques récurrents, aura lieu concomitamment à la réunion de lancement.

Le titulaire devra fournir lors de cette réunion l'ensemble des documents listés à l'article 8.1.1 du CCTP.

A l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le CNRS et un Plan de prévention est initié.

#### *12.1.2. Réunions de suivi d'activité mensuelle*

La première réunion intervient au plus tard trois semaines suivant la réunion de lancement. L'établissement de la date se fera d'un commun accord entre le STL et le Titulaire. Une confirmation de cette date sera envoyée par voie électronique au titulaire par le STL.

Le titulaire devra fournir lors de cette réunion l'ensemble des documents listés à l'article 8.2.1 du CCTP.

A l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le CNRS ainsi que le plan de prévention signé par chacune des parties.

Dès validation du plan de prévention, le Titulaire débutera les prestations conformément au tableau de bord.

Pour les réunions suivantes, elles s'organiseront mensuellement à compter de la première réunion, avec la présence du titulaire. L'établissement de la date se fera d'un commun accord entre le STL et le Titulaire. Une confirmation de cette date sera envoyée par voie électronique au titulaire par le STL.

Le titulaire transmet lors de chaque réunion l'ensemble des documents listés à l'article 8.3 du CCTP régulièrement actualisés.

Au cours de ces réunions de suivi de l'accord cadre sont abordés tous les problèmes rencontrés tant par le Titulaire que par le CNRS.

### *12.2. Modalités des échanges*

Les échanges d'informations émanant de l'acheteur vers le Titulaire sont adressés via la messagerie PLACE sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

Les échanges d'informations émanant du titulaire vers l'acheteur sont formulés par voie électronique, sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

A compter de la notification de l'accord cadre, l'acheteur et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet accord cadre. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ainsi que les formats imposés et mentionnés dans le CCTP.

Après notification de l'accord-cadre, pour les correspondances écrites et les réunions relatives à l'accord-cadre, les langues autorisées sont le français ou l'anglais à la demande de l'acheteur. Un traducteur peut être nommé par le titulaire de l'accord-cadre si nécessaire.

### 12.3. Les intervenants de l'accord-cadre

#### 12.3.1. Pour le Titulaire

Pour chaque interlocuteur désigné par le titulaire, conformément à l'article 6.1 du CCTP celui-ci transmet leurs coordonnées au STL par courriel aux adresses qui lui seront communiquées après notification de l'accord cadre ou lors de la réunion de lancement.

#### 12.3.2. En cas de changement du personnel désigné pour le suivi de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse où le Titulaire doit changer le personnel désigné à l'article précédent dédié à ce présent accord cadre, il doit le notifier au STL dans un délai de 30 jours avant la prise d'effet de ce changement.

Aussi, le titulaire s'engagera à proposer au STL un personnel qualifié ayant les compétences au moins équivalentes à celui recruté pour ce présent accord cadre. Le STL se réserve le droit de refuser l'acceptation de ce personnel s'il juge ses références et/ou compétences inadaptées. Le titulaire doit alors proposer de nouveau du personnel qualifié ayant les compétences au moins équivalentes à celui qu'il remplace initialement.

Le titulaire désigne un remplaçant disposant des compétences équivalentes à l'acheteur par courrier électronique, dans un délai de 30 jours avant la prise d'effet de ce changement.

#### 12.3.3. Pour le CNRS

Les précisions sont indiquées à l'article 6.2 du CCTP.

### 12.4. Responsabilité de la fourniture

Le Titulaire de l'accord-cadre est responsable de la qualité des éléments composant la fourniture, qu'ils aient été choisis par lui-même ou suggérés par le CNRS. L'approbation par le CNRS de la documentation n'exonère pas le Titulaire de ses responsabilités quant à la qualité et aux performances finales.

### 12.5. Processus lors de la survenance d'un besoin de travaux conformément à l'article 8.4 du CCTP (y compris les marchés subséquents)

- L'unité ou le service prescripteur **sollicite le titulaire** par voie électronique pour une demande de visite afin d'établir un devis et lui transmet les documents listés à l'article 8.4.2 du CCTP.

Lorsque le besoin est non référencé dans le BPU, ponctuel, et que l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles alors il s'agit d'un marché subséquent prenant la forme contractuelle d'un bon de commande.

- Le titulaire dispose de 48 heures maximum en jours ouvrés (par tranche de 24h) pour se **déplacer sur site** et procéder à l'estimation des travaux.
- Lors de cette visite le **demandeur CNRS précisera**, conformément à l'article 8.4.3 du CCTP, le critère de l'intervention au titulaire afin de déterminer le délai d'exécution des travaux selon 2 choix possibles :
  - 1/Exécution sous 2 semaines
  - 2/ Exécution programmées : délai d'exécution supérieur à 2 semaines et à fixer entre le demandeur CNRS et le titulaire.
  - Pour le critère d'intervention « **urgent** » seul le service technique et logistique du CNRS peut demander cette intervention au titulaire sous la forme d'un appel téléphonique par la suite validé par messagerie électronique. Cette intervention sera demandée pour réaliser des travaux d'Urgences sous 4h pour des désordres impactant les personnes ou les biens (immobiliers, process scientifique). Une commande de régularisation sera transmise par le CNRS.

- Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés maximum suite à la visite de site pour **transmettre**, par voie électronique, **son devis** et les documents listés à l'article 8.4.2.2 du CCTP au demandeur CNRS pour validation.

Chaque devis doit cerner d'aussi près que possible la réalité des travaux demandés. Les prix sont fixés à partir du bordereau de prix unitaire de l'accord cadre.

Pour les marchés subséquent, les prix sont soit hors BPU ou BPU + hors BPU.

Ce devis comprend les informations suivantes, à minima :

- la durée globale des travaux comprenant les délais d'approvisionnement et l'exécution de ceux-ci.
- la référence (numéro) de l'accord cadre
- la désignation de la prestation
- les matériels et les méthodes utilisés
- le prix unitaire, la quantité, le montant total HT, TVA et TTC des prestations à réaliser (suivant le tarif indiqué au bordereau de prix du présent accord cadre).
- le coût de la main d'œuvre, suivant le tarif indiqué dans le bordereau de prix, le cas échéant.
- le coût de la majoration suivant le pourcentage indiqué dans le bordereau de prix, le cas échéant.
- Le taux de remise le cas échéant selon chapitre 21 du BPU.

Pour les marchés subséquents : le devis comprendra en plus les références au chapitre 20 du BPU.

- **Décision du demandeur** suite à la réception du devis et des documents :

devis refusé : le demandeur CNRS signifie au titulaire par voie électronique les raisons de son refus pour annulation de la demande de travaux.

devis accepté :

Pour le critère d'intervention « **exécution sous 2 semaines** » : avant le démarrage des travaux, le CNRS et le titulaire finaliseront ensemble, lors d'une réunion préparatoire, les modalités d'exécution des travaux. Lors de cette réunion, le titulaire fournira la liste des documents listés à l'article 8.4.3.1. du CCTP et le CNRS fournira la liste des documents listés à l'article 8.4.3.2. du CCTP.

Conformément à l'article 29 du CCAG travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du demandeur CNRS. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après réception de ces documents. Dans tous les cas, ces documents doivent être fournis avant le démarrage des travaux.

#### Emission du bon de commande

Le demandeur CNRS adresse son bon de commande au titulaire selon le devis signé par le titulaire et validé par le CNRS. Le bon de commande indique la date à laquelle doivent commencer les travaux, la durée des travaux et la date de fin des travaux y compris la période de préparation de chantier, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Le bon de commande doit être signé par le directeur de l'unité ou un représentant habilité.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TRAVAUX, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au CNRS dans un délai de 8 (huit) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Pour le critère d'intervention « **exécution programmées** » : avant le démarrage des travaux, le CNRS et le titulaire finaliseront ensemble, lors d'une réunion préparatoire, les modalités d'exécution des travaux. Lors de cette réunion, le titulaire fournira la liste des documents listés à l'article 8.4.3.1. du CCTP et le CNRS fournira la liste des documents listés à l'article 8.4.3.2. du CCTP.

Conformément à l'article 29 du CCAG travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du demandeur CNRS. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après réception de ces documents. Dans tous les cas, ces documents doivent être fournis avant le démarrage des travaux.

#### Emission du bon de commande

Le demandeur CNRS confirme le délai d'exécution des travaux et l'adresse au titulaire par voie électronique à minima 20 jours calendaires avant le début d'exécution effective indiqué dans le bon de commande.

Ce bon de commande réalisé selon le devis signé par le titulaire est validé par le CNRS. Le bon de commande indique la date à laquelle doivent commencer les travaux, la durée des travaux et la date de fin des travaux y compris la période de préparation de chantier, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Le bon de commande doit être signé par le directeur de l'unité ou un représentant habilité.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TRAVAUX, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au CNRS dans un délai de 8 (huit) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le marché subséquent est contractuellement constitué par : sa référence au présent accord-cadre, le descriptif technique du besoin (et le CCTP), le devis du titulaire et le bon de commande CNRS.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations à régler selon le BPU et le devis pour les marchés subséquents;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

#### 12.6. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est précisé sur chaque bon de commande par le demandeur du CNRS.

Le Titulaire doit connaître l'emplacement où sera effectué les travaux, avoir estimé toutes les difficultés découlant des lieux, de leurs abords et de l'usage qui en est.

Le Titulaire est informé que l'accès aux différents sites se fait en respectant les procédures d'accès et de sécurité.

#### 12.7. Identification du personnel sur le chantier

Le personnel affecté et les personnes assurant les prestations doivent porter des EPI (Equipement de Protections Individuelles) adéquates et une tenue adaptée permettant leur identification.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du CNRS, qui peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée de l'accord cadre.

#### 12.8. Locaux accessibles au public

- Locaux accessibles au public : lorsque les travaux doivent être exécutés dans des locaux ne pouvant être interdits d'accès au public, aux utilisateurs, et à toutes personnes étrangères aux travaux, des mesures d'isolement et protection sont prises selon l'indication du représentant habilité de l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL.

- Locaux maintenus en service : toutes précautions sont prises, par le titulaire, pour limiter au maximum les nuisances (bruits et poussières) aux locaux mitoyens ou proches conservés en service.

Dans l'hypothèse où il est nécessaire de procéder à l'évacuation du mobilier, les enlèvements et remises en place sont effectués, après accord préalable de l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration.

- Locaux comportant des équipements et aménagements conservés en place à protéger : dans le cas où certains mobiliers ou équipements sont, de par leur volume, poids ou destination, laissés en place, le titulaire doit leur protection par toiles, complétées s'il y a lieu de protection mécanique (type contre-plaqué) ou de bâches dans le cas de risques de projections d'eau, de peintures ou de produits divers. De même dans le cas de sols en moquette, ou fragiles, ou précieux, (notamment marbres et parquets).

- Locaux dans lesquels les travaux doivent être exécutés pendant la période des congés payés : l'opérateur économique doit prévoir la disponibilité du personnel nécessaire à l'exécution des travaux en respect de la législation et de la réglementation, pour tout ce qui concerne les heures supplémentaires, rattrapages et compensations entraînés par les conditions ainsi imposées.

- Les installations de chantier, notamment les dépôts de matériels, les matériaux d'approvisionnement et les emplacements de gravois en attente d'enlèvement, sont localisés aux emplacements désignés par l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration.

Tous dépôts susceptibles d'obstruer les issues et passages de secours pour l'évacuation des bâtiments en cas d'incendie ou de panique sont interdits. Dans la mesure où l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration n'est pas en mesure de mettre à disposition des locaux pour assurer le cantonnement de chantier, si besoin est, le titulaire doit les prévoir et les mettre en place avant exécution des prestations.

### 12.9. Signalisation du chantier

Avant le démarrage des travaux, le titulaire doit réaliser et mettre en place une signalisation ou un affichage pour prévenir les occupants du bâtiment concernés par les travaux.

La signalisation des entreprises de chantiers et les installations de chantiers sont à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG travaux, la remise en état de la voie publique est entièrement à la charge du Titulaire.

Le reste de l'article 34 du CCAG travaux s'applique.

### 12.10. Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'installation de ses chantiers, en fonction des disponibilités et possibilités présentes sur le site, le CNRS peut éventuellement fournir à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité.

En complément de l'article 10 du CCTP, le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements, mis à sa disposition, en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions consécutives à un usage anormal ou non-respect des consignes d'utilisation seront facturées au titulaire. Il n'est pas prévu de locaux pour le stockage de matériels et outillages.

### 12.11. Nuisances

Les travaux se déroulent en site occupé et durant les heures d'ouvertures des unités sauf indication contraire et exceptionnelle par le CNRS : certains travaux, peuvent être exécutés en heures décalées.

La réflexion sur la réduction des nuisances causées aux occupants des locaux en activité, (déchets, nuisances sonores) est conduite dès la phase préparatoire du chantier : situation des points d'accès et d'attentes des camions de livraisons, positionnement des aires de stockage des déchets, positionnement des postes fixes bruyants.

En ce qui concerne les niveaux sonores à ne pas dépasser, les entreprises se conforment aux arrêtés municipaux ou préfectoraux.



L'entreprise met en œuvre de façon privilégiée des techniques permettant de limiter les niveaux sonores. Par exemple, il met en place des écrans sonores.

L'entreprise justifie de la conformité des outils et engins avec la réglementation sur les émissions sonores des engins de chantier.

L'entreprise veille au port de protections auditives individuelles par son personnel.

#### 12.12. Organisation pour le nettoyage du site et l'évacuation des déchets.

En sus du CCTP, et du CCAG, il est utile de préciser les engagements attendus du titulaire sur les espaces occupés lors des interventions.

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux commandés (nettoyage, repliement des installations de chantier, réparation et remise en état des installations et locaux occupés/utilisés par le personnel du titulaire, potentiellement salis ou détériorés).

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet de l'accord cadre, est de la responsabilité du CNRS en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant toute la durée d'exécution de l'accord cadre.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités de gestion des déchets, l'organisation pour l'évacuation des déchets, générés par les travaux en fonction de leur nature conformément aux articles 12.3 et 12.7 du CCTP et de la réglementation en vigueur. Il s'engage également sur le circuit utilisé pour le retraitement des déchets. Le titulaire effectue l'évacuation des gravats.

En cas de non-respect de ces exigences, le CNRS se réserve la possibilité, à l'expiration d'un délai de 15 jours après la mise en demeure de faire intervenir aux frais du titulaire, une entreprise de nettoyage extérieur.

Le CNRS ne dispose pas de lieux de dépôt pour les déblais durant l'exécution des travaux. Le titulaire doit prévoir l'évacuation au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

#### 12.13. Fin du chantier

Après l'achèvement complet du chantier, le titulaire notifie le jour même, au demandeur CNRS, par écrit (mail, lettre) la date à laquelle ses travaux sont considérés comme achevés et transmet au demandeur les documents listés à l'article 8.5.2 du CCTP.

Si cette notification dépasse le délai indiqué dans le bon de commande, le titulaire encourt des pénalités de retard.

Cette notification permet également au CNRS d'organiser les opérations de vérification des travaux.

#### 12.14. Garantie d'approvisionnement

1) En cas de problème d'approvisionnement des fournitures inscrites au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), ou en cas d'inexécution par le titulaire de travaux qui, par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre.

2) En cas de résiliation de l'accord cadre prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les bons de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire de l'accord cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, dont la comparaison est effectuée par rapport aux prix fixés dans le bordereau de prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Pendant toute la durée du présent accord cadre, le CNRS pourra recourir à des tiers pour des besoins occasionnels de faibles montants, dans les conditions suivantes :

Lorsque le titulaire a expressément exprimé qu'il n'est pas en mesure d'assurer les prestations liées à l'objet de l'accord cadre,

- Soit en cas de problèmes d'approvisionnement des fournitures prévues au bordereau des prix unitaires,
- Soit en cas d'inexécution (non réalisation) de la prestation par le titulaire : prestations très spécifiques demandant une compétence ou une expertise particulière.

Le titulaire s'engage à faire parvenir dans les 48 heures (en jours pleins) suivant la visite du site permettant l'établissement du devis, un document signé par la personne habilitée à engager le titulaire et garantissant qu'il n'est pas en capacité de répondre favorablement à la demande de l'unité (laboratoire) et les raisons pour lesquelles il ne peut pas y répondre.

Dans tous les cas, l'unité ou le service prescripteur du CNRS cherche dans un premier temps, à résoudre avec le titulaire les difficultés que celui-ci rencontre.

L'acheteur, après remise en concurrence, pourra alors, s'il le souhaite, s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord cadre, à la condition que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 3 % du seuil maximum de l'accord cadre.

#### 12.15. Bilans annuels :

A compter de chaque date anniversaire de l'accord cadre (date de notification au titulaire), le titulaire adresse un « Bilan des commandes » au STL dans un délai de 15 jours, à l'adresse communiquée par le STL.

Ce bilan doit comprendre a minima, pour chaque unité et service du CNRS, dans un document unique sous format Excel :

- La durée d'exécution pour chaque prestation et la fin de l'intervention
- Le nombre total des commandes, devis, facturation et autres, avec numéro et référence pour chaque unité et service du CNRS
- Les sorties d'astreinte
- Un état des lieux des maintenances programmées, versus les maintenances exécutées
- Un listing des marchés subséquents commandés
- Une analyse de l'obsolescence des installations avec indicateurs
- Un recensement des interventions correctives par domaine

Le titulaire fournit également, le cas échéant, un tableau excel indiquant toutes les prestations qu'il n'a pas pu honorer et pourquoi, ainsi que le nom de l'unité.

En cas de retard dans l'envoi du document, le titulaire s'expose à la pénalité présentée à l'article 17 du présent CCAP.

#### 12.16. Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le CNRS a la possibilité d'activer une ou plusieurs modifications dans le présent accord cadre en cours d'exécution quel qu'en soit le montant mais sans toutefois pouvoir en changer la nature globale.

Ces modifications concernent :

- la révision des prix annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre (selon les conditions de l'article 9.3 du présent document).
- l'intégration de nouvelles prestations, la modification ou la suppression de prestations prévues dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU). Ces modifications peuvent être liées à la réglementation applicable ou à des mouvements internes au CNRS dans les locaux administratifs et laboratoires.
- la variation dans les prix, en cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, aux modifications

### 13. DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

#### 13.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article 20.1 du CCAG travaux, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum de :

8H00 pour chaque bon de commande d'un montant minimum de 10K€ HT  
12H à pour chaque bon de commande d'un montant minimum de 15K€ HT  
16H à pour chaque bon de commande d'un montant minimum de 20K€ HT  
20H à pour chaque bon de commande d'un montant minimum de 25K€ HT  
et ainsi de suite : 4H par tranche de 5K€ HT du montant du bon de commande pendant la durée globale de l'accord cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue de l'accord cadre, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, Le CNRS en Île-de-France Gif sur Yvette souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

### 13.2 Les publics visés

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

#### 11.2-1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

#### 13.2-2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte Handicapé (AAH), de l'allocation de l'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés,

justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en oeuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement par le facilitateur à la mise en oeuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance).

### 13.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en oeuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 20.1.4 du CCAG travaux notamment :

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en oeuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Ainsi, afin de faciliter la mise en oeuvre de cette démarche d'insertion, Le CNRS en Île-de-France Gif sur Yvette a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par le Pôle Achats Responsables de la MEIF Paris Saclay qui doit être sollicité en prenant contact avec le facilitateur des clauses d'insertion :

Pôle Achats Responsables - MEIF  
Téléphone : 07.60.76.29.24/ 06 68 07 06 01  
E-Mail : s.nifa@meif.fr - m.maquin@meif.fr

Dans les 10 jours qui suivent la notification du marché, le titulaire prendra contact avec le pôle Achats responsables de la MEIF.

### 13.4 Modalités d'exécution de l'action d'insertion

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), d'une entreprise adaptée (EA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

### 13.5 Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

Conformément à l'article 20.1.4.2 du CCAG travaux :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois selon nature de l'activité.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois.

Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants [exemple : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. ». Traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :
  - le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
  - Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action de l'insertion.

### 13.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

### 13.7 Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

#### - Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

#### - Comptabilisation des heures de formation

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

### 13.8 . Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles des bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à m. maquin@meif.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX07.

### 13.9 Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques,
  - o établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
  - o qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

## 14 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Pour limiter la consommation de papier, toute documentation est fournie sur support électronique selon les modalités indiquées à l'article 12.2 du présent CCAP.

Le titulaire respecte les obligations dans la gestion des déchets mentionnées à l'article 12.7 « Gestion des déchets » du CCTP.



Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Les engagements environnementaux du titulaire dans le CRT sur le critère environnemental sont contractuels.

En cas de non-respect de la clause environnementale et des engagement environnementaux, des pénalités sont appliquées et prévues à l'article 17 du présent document.

## 15 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

### 15.1 Délai de réception des travaux

Le Titulaire avise le CNRS par écrit (voie postale ou voie électronique avec accusé de réception) de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés.

Conformément à l'article 41.1 du CCAG travaux, le CNRS a un délai de vingt jours maximums à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus pour effectuer les opérations préalables à la réception des travaux.

### 15.2 Modalités de la réception des travaux

Si la réception est prononcée, une décision de réception est signée par le représentant CNRS fixant la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée sur le champ au titulaire. La réception des travaux donne lieu à l'achèvement complet des travaux

Dans le cas où l'unité CNRS décide de ne pas prononcer la réception, il en informe le titulaire en adressant un courrier signé par un représentant CNRS et motivant sa décision.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de 10 jours calendaire.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le CNRS peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Si certains travaux ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

### 15.3 Décision

Conformément à l'article 41.1.3 du CCAG travaux, à défaut de la fixation de la date par le maître d'ouvrage, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de trente jours mentionnés à l'article 41.1.2.

## 16 MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXECUTION

### 16.1 Modifications techniques mineures

Des modifications techniques mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de l'accord-cadre.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de l'accord-cadre, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire de l'accord-cadre lors de la mise en concurrence.

### 16.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre

Toute modification affectant le Titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du CNRS par courriel.

Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### 16.3 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession de l'accord-cadre ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire ;

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS par écrit. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

### 16.4 Modifications majeures

Le Titulaire doit informer le CNRS par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession de l'accord-cadre.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations.

Les situations entraînant une cession de l'accord-cadre et les conditions de son acceptation sont fixées à l'article 26 du présent document.

## 17 PENALITES

En application de l'article 19 du CCAG travaux, le titulaire encourt des pénalités dans les cas énumérés ci-après, à défaut par le titulaire de remplir ses obligations qui lui sont imposées dans le cadre de l'accord cadre.

En application de l'article 19.2.4 du CCAG travaux, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. L'acheteur précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, l'acheteur applique les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Conformément à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € HT par bon de commande.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, le montant des pénalités de retard d'exécution cumulées, appliquées par bon de commande, est plafonné à hauteur de 10% du prix HT du bon de commande concerné.

Ces pénalités sont déduites du montant restant dû par le CNRS du bon de commande correspondant ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, les pénalités de retards sont appliquées selon le tableau ci-après. Les jours s'entendent calendaires.

<b>Pénalités pour retard d'exécution</b>	
En cas de retard dans le délai d'exécution prévu sous le bon de commande/devis/planning	Une pénalité sera appliquée selon la formule suivante $P = V * R / 500$ ; Dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des travaux sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des travaux en retard, ou de l'ensemble des travaux si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard.
<b>Pénalités relatives à l'exécution de l'accord-cadre</b>	<b>Montant de la pénalité</b>

Absence de transmission, mise à jour ou non renseignement des différents documents prévus dans l'accord cadre (bordereau de prix unitaires, reporting/tableau de bord prévu au CCTP)	50€ HT par jour calendaire de retard
En cas d'absence, non excusée, du titulaire ou de son représentant aux différentes réunions prévues au CCTP	Pénalité forfaitaire de 100€ HT par absence
En cas de retard sur le déplacement sur site pour procéder à l'estimation des travaux (article 12.5 du CCAP)	Une pénalité sera appliquée selon la formule suivante $P = V * R / 500$ ; Dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des travaux sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des travaux en retard, ou de l'ensemble des travaux si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard.
En cas de retard dans la remise de devis (article 12.5 du CCAP)	Une pénalité sera appliquée selon la formule suivante $P = V * R / 500$ ; Dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des travaux sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des travaux en retard, ou de l'ensemble des travaux si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard.
En cas de non transmission de document et 1 rappel par le CNRS par voie électronique au titulaire, dans la remise de la documentation mentionnée dans le CCTP et CCAP de l'accord-cadre (montant applicable par documents)	Une pénalité sera appliquée selon la formule suivante $P = V * R / 500$ ; Dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des travaux sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des travaux en retard, ou de l'ensemble des travaux si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard.
En cas de non-respect des conditions imposées par l'article 12.12 du CCAP pour le non-respect des nuisances de chantier et après 1 rappel du CNRS au titulaire,	Une pénalité sera appliquée selon la formule suivante $P = V * R / 500$ ; Dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des travaux sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des travaux en

	retard, ou de l'ensemble des travaux si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard.
En cas de non-respect des conditions imposées par l'article 12.10 du CCAP pour la signalisation du chantier et après 1 rappel du CNRS au titulaire,	Une pénalité forfaitaire de 50 euros HT sera appliquée par jour de manquement suite au 1 <sup>er</sup> rappel
En cas de manquement constaté par le CNRS sur les modalités de l'identification du personnel sur le chantier article 12.8 du CCAP et après 1 rappel par messagerie électronique au titulaire pour l'informer du manquement, si les modalités du CCAP ne sont pas appliquées,	Une pénalité forfaitaire de 100 euros HT par personne sera appliquée
Pour le non-respect de la gestion des déchets selon les modalités de l'article 12.13 du CCAP et après 1 rappel par messagerie électronique au titulaire pour l'informer du manquement, il sera appliqué	Une pénalité forfaitaire de 100 euros HT par jour de retard pour prestation non réalisée dans son ensemble
<b>Pénalités sur la clause sociale</b>	
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	50 euros par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	50 euros par absence
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle.	100 euros par jours de retard et par document (jour calendaire)

Pour les pénalités liées à l'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 13.5 du présent document « Contrôle de l'action d'insertion ». Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

#### **Retard dans l'exécution des prestations de l'accord cadre**

En cas de retard imputable au Titulaire par rapport aux délais contractuels, le CNRS lui adresse préalablement, par voie électronique selon les modalités fixées à l'article 12.2 (Modalités des

échanges) du présent CCAP, un courrier de mise en demeure l'invitant à exécuter la prestation concernée ou à présenter ses observations dans le délai imparti par le CNRS :

- 1) Si le Titulaire exécute la prestation dans le délai imparti par le CNRS dans sa mise en demeure, les pénalités pour retard ne sont pas appliquées ;
- 2) Si le Titulaire n'exécute pas la prestation ou ne présente pas ses observations dans le délai imparti dans la mise en demeure, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du jour où le livrable aurait dû être initialement remis ;
- 3) Si le Titulaire présente ses observations dans le délai imparti, sans avoir exécuter les prestations, le CNRS peut, à sa discrétion :
  - ne pas appliquer les pénalités de retard et proroger le délai d'exécution de la prestation ;
  - appliquer les pénalités de retard (le cas échéant en les modulant sensiblement à la baisse) et proroger le délai d'exécution de la prestation : les pénalités applicables portent alors sur la période de retard qui court à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait dû être initialement remis jusqu'au jour où le CNRS reçoit les observations du Titulaire.La prorogation du délai d'exécution de la prestation donne lieu à l'établissement d'un planning actualisé d'exécution répondant aux conditions d'exécutions des prestations de l'accord cadre.
  - rejeter les observations du Titulaire : dans ce cas, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessus, à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait initialement dû être remis.

## 18 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le CNRS se laisse la possibilité de résilier l'accord cadre à tout moment durant l'exécution si le montant cumulé des bons de commande atteint le seuil maximum de l'accord cadre.

Le présent article déroge à l'article 50 du CCAG travaux. Les autres dispositions de l'article 50 sont applicables.

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations nées du présent marché ainsi que dans les hypothèses énoncées à l'article 50 du CCAG travaux, le CNRS se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire sans versement d'indemnités.

Une mise en demeure est préalablement notifiée au Titulaire l'informant :

- des motifs de la mise en demeure,
- du délai pour remédier à la situation et pour présenter ses observations,
- de la sanction encourue.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure dans les délais impartis ou si les justifications apportées par le Titulaire ne garantissent pas une régularisation de la situation dans un délai raisonnable, le CNRS peut résilier unilatéralement le marché.

Le Titulaire ne peut prétendre au versement d'une quelconque indemnité pour réparer le préjudice qui résulterait pour lui de la résiliation pour faute. Il ne se verra notamment pas indemnisé de son manque à gagner afférent au marché résilié, ni de tous les frais engagés par lui antérieurement à la résiliation en vue de la réalisation des prestations afférentes au marché résilié.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sécurité relatives aux ZRR, l'accord-cadre peut-être résilié sans mise en demeure préalable.

Les travaux en cours lors de la résiliation de l'accord cadre pourront être exécutés aux frais et risques du titulaire dans les cas prévus à l'article 50 du CCAG travaux.

## 19 PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE

### 19.1 Obligations de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CNRS.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des travaux qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CNRS sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission. Ces échanges doivent être contractualisés par écrit entre les deux parties.

### 19.2 Obligation du titulaire

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements décrits dans les documents contractuels de l'accord-cadre. Il se doit de réaliser les travaux de l'accord-cadre conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de la profession.

Si le Titulaire ne respecte pas ces obligations, il peut se voir opposer la résiliation pour faute de l'accord-cadre.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat s'agissant notamment du respect des engagements et des délais fixés par l'accord-cadre.

Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des travaux demandés et apprécie sous sa responsabilité les informations, notamment techniques dont il a besoin de disposer pour assurer la bonne exécution des prestations objets de l'accord-cadre.

Notamment :

- Le Titulaire s'engage à exécuter les travaux qui lui sont confiées dans les conditions des documents contractuels listés dans l'accord-cadre et conformément aux exigences du CNRS ;
- Le Titulaire s'engage à réaliser les travaux de manière professionnelle et avec tout le soin requis et, en particulier à se conformer aux documents contractuels et aux règles de l'art applicables à son activité professionnelle, pour le type de travaux effectuées et aux éventuelles spécifications communiquées par le CNRS ;
- Le Titulaire est responsable des fautes que son personnel pourrait être amené à commettre dans l'exécution des travaux ;
- Le Titulaire assume la responsabilité des méthodes et procédés de la qualité, du suivi et de l'encadrement de son propre personnel et de l'organisation pratique des travaux ;

- Le Titulaire s'engage à informer le CNRS, dans les plus brefs délais, de toute difficulté, au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- Le Titulaire contrôle tous les documents ou informations qui lui sont communiqués par le CNRS et s'engage à mettre en garde le CNRS sur toute anomalie ou omission relevée.

### 19.3 Réparation des dommages :

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution de l'accord-cadre sont à la charge du titulaire.

### 19.4 Respect des dispositions du code du travail

En apposant sa signature au bas de l'accord-cadre, le titulaire ou son représentant habilité affirme, sous peine de résiliation de plein droit dudit accord-cadre, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatif notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité,
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

Le CNRS s'autorise, à tout moment, à prendre toutes mesures destinées à vérifier la légalité de la situation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants à cet égard.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable, ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité devra être signalée au CNRS.

Le titulaire transmet tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre les pièces prévues aux articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail et L.243-15 du code de la sécurité sociale sous peine de résiliation de l'accord-cadre par le CNRS aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure.

### 19.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du présent accord cadre. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également les huit conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par la France en respect de l'article 6 du CCAG travaux.

Le CNRS est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander la copie des contrats passés pour l'exécution des travaux, objet de l'accord cadre et/ ou la copie des factures des fournisseurs des matériaux employés pour l'exécution des travaux. Le CNRS s'engage à garder confidentielles ces informations et ne pas utiliser ces documents à d'autres fins.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 6 du CCAG travaux.



### 19.6 Documents à fournir en cours d'exécution

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire s'il est installé en France doit fournir tous les six mois au CNRS :

- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il doit fournir tous les six mois au CNRS :

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
- Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
  - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
  - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

En outre, le Titulaire doit présenter chaque année, lors de la révision de prix, une attestation fiscale et une nouvelle attestation d'assurance couvrant l'année en cours et les adresser au CNRS par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification de l'accord-cadre.

## 20 CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

### 20.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)

Certaines zones des unités sont des ZRR (zone à régime restrictif) et leur accès pour les visiteurs est réglementé avec des conditions particulières pour accéder au site. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ces conditions.

Seul, le personnel intervenant dans les zones ZRR des unités doit être préalablement autorisé à accéder aux zones protégées. L'instruction d'un dossier de demande d'autorisation, pour les cas les plus complexes, est estimée à 10 semaines.

### 20.2 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG travaux, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG travaux.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (*applicable à compter du 1er janvier 2025*) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

### 20.3 Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant *a minima* les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
  - o carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - o titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer

immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (*à compter du 1er janvier 2025*).

#### **Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :**

Dès lors que l'exécution des prestations de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 1.2.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, l'accord-cadre (ou ses bons de commande ou marchés subséquents), pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

#### **20.4 Mesures de portée générale**

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent accord-cadre (exécuté par bons de commande ou marchés subséquents) ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre de l'accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent accord-cadre.

## 21 RESPONSABILITE ET GARANTIE

### 21.1 Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers. Tant que les équipements restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du CNRS, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause.

En cas de dommage causé sur les biens du CNRS par le Titulaire lors de l'exécution de l'accord-cadre, la procédure suivante est mise en place :

- Le CNRS constate le dommage, se prononce sur le caractère réparable du dommage et définit, le cas échéant, les actions correctives. Ces éléments sont consignés dans un procès-verbal d'incident qui est transmis au Titulaire ;
- Si le dommage est réparable :
  - Le Titulaire propose au CNRS de procéder, aux frais du Titulaire, à une réparation selon les modalités et les délais qu'il convient avec le CNRS ;

- Si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et les délais d'intervention pour effectuer la réparation, le CNRS peut décider de faire réparer le dommage par un tiers, aux frais du Titulaire, sur présentation de la facture.

## 21.2 Garantie

Les stipulations du CCAG travaux s'appliquent.

Conformément à l'article 44.1 du CCAG travaux, le titulaire est tenu à une garantie dite « obligation de parfait achèvement »

Garantie biennale conformément à l'article 1792-3 du Code civil précise que les autres éléments d'équipement de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de sa réception.

## 22 GARANTIES FINANCIERES

Les stipulations des articles R 2191-32 à R 2191-44 du code de la commande publique (retenue de garantie/garantie à première demande/caution personnelle et solidaire) ne s'appliquent pas au présent accord-cadre.

## 23 STIPULATION PARTICULIERE

Toute modification par le titulaire sur l'ensemble des pièces contractuelles de l'accord-cadre est nulle et non avenue.

## 24 PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

### 24.1 Règlement amiable

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges, nés entre le titulaire et le représentant légal du CNRS, par règlement amiable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Les parties pourront également saisir le comité consultatif de règlement amiable des litiges.

### 24.2 Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord cadre, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Versailles  
56, avenue de Saint Cloud - 78011 Versailles  
Téléphone : 01 39 20 54 00  
Télécopie : 01 39 20 54 87  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Le chapitre VIII du CCAG travaux s'applique pour cet accord-cadre.

## 25 REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DES BIENS

L'article 50.1.2 du CCAG travaux s'applique.

## 26 DISPOSITIONS DIVERSES

### 26.1 Cession de l'accord-cadre

Par cession de l'accord-cadre, il est entendu tout remplacement du Titulaire par un tiers à l'accord-cadre, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession de l'accord-cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord-cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord-cadre initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession de l'accord-cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express du CNRS qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés du Titulaire au stade du dossier de candidature.

Le CNRS dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

La cession de l'accord-cadre acceptée par le CNRS fait l'objet d'un avenant de transfert.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

### 26.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent accord-cadre est le droit français.

### 26.3 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où celles-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

#### 26.3.A Obligations des parties

Certaines données transmises par le CNRS au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le CNRS, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

#### *26.3.B Obligations du titulaire*

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par l'accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le CNRS. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du CNRS et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le CNRS des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au CNRS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

#### 26.4 Cession de créance et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2192-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 est le comptable assignataire désigné dans l'acte d'engagement ou son représentant habilité.

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) devra notifier la cession au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette  
Agent Comptable Secondaire  
Service Financier Achats et Comptable  
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

#### 26.5 Mauvaise interprétation de l'accord-cadre

Si, après notification de l'accord cadre, le titulaire découvre qu'il a mal interprété le CCTP, cela ne pourra être accepté comme excuse pour dévier des présentes spécifications techniques et le titulaire devra exécuter les travaux en conformité avec le CCTP et sans coût additionnel.

Durant l'exécution de l'accord cadre, toute évolution des spécifications techniques demandée par le titulaire doit faire l'objet d'une demande écrite et soumise à la validation du CNRS.



Le CNRS se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces propositions sans devoir justifier sa décision

## 27 Dérogations au CCAG/TRAVAUX

Toutes les dispositions du CCAG/travaux s'appliquent au présent accord cadre sauf stipulations dérogatoires prévues dans les clauses particulières du présent CCAP, selon le tableau récapitulatif ci-après :

Article du CCAP	Article du CCAG/travaux
4	4.1 et 4.2
10.2	12
10.3	12
12.5	3.7.2
12.10	34.1
17	19.2.3
20.2	5.3

En cas de clause non récapitulée dans le tableau récapitulatif ci-dessus, il est fait application prioritairement de la clause contractuelle identifiant la dérogation.